

Perspectives

N°20/234 – 28 septembre 2020

GÉOPOLITIQUE – Rivalité États-Unis – Chine

L'écologie instrumentalisée dans la bataille du multilatéralisme ?

Dans son discours prononcé le 22 septembre dans le cadre virtuel de l'Assemblée générale des Nations unies, le président chinois s'est engagé à la neutralité carbone d'ici 2060. Pour la première fois, la Chine, premier producteur mondial de gaz à effet de serre, se fixe un objectif chiffré en faveur du climat. Cette annonce a des dimensions évidemment géopolitiques car elle s'inscrit en opposition avec les États-Unis de Donald Trump, qui sont sortis de l'Accord de Paris et ont dénoncé le Fonds vert pour le climat. *De facto*, la Chine souligne l'isolement des États-Unis, désormais le seul grand émetteur de CO₂ à ne pas avoir d'objectif de neutralité carbone.

Plus généralement, le discours chinois est révélateur des différentes stratégies des deux puissances à l'égard des institutions multilatérales internationales et cette différence se déploie en fait depuis des années (on se souvient du discours de Xi à Davos). En fait, la Chine a une stratégie constante : tout en déployant sa propre initiative de géostratégie à travers la route de la soie, elle investit massivement les organismes internationaux *via* un engagement budgétaire ou *via* la nomination de représentants à des postes clés. Ainsi, elle valide une posture officielle en faveur du multilatéralisme, mais cela aide aussi à faire valoir ses intérêts. Et en parallèle, elle essaie de promouvoir sa propre conception du multilatéralisme dans les discours – le thème de la relation gagnant-gagnant – qui entourent toute l'architecture de la route de la soie (mais c'est un autre sujet, complexe, fait de discours, d'investissements, mais aussi de dettes croissantes de la plupart des pays concernés...). Il n'en reste pas moins un fait important : il y a 20 ans, la Chine contribuait à hauteur de 2% au budget des Nations unies. Aujourd'hui, elle est le deuxième contributeur, à hauteur de 12% du total.

Des représentants chinois sont désormais à la tête de quatre agences spécialisées des Nations unies sur un total de 15. En juin 2019, Qu Dongyu a été élu à la tête de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dès le premier tour. Surtout, Pékin a identifié les organismes internationaux de production de normes techniques (ISO, IEC, ITU) comme priorité stratégique. La présence chinoise s'y est ainsi considérablement accrue à deux niveaux. D'un côté, la participation dans les comités techniques est de plus en plus importante. De l'autre, la Chine est davantage représentée dans les organes dirigeants (un Chinois a été élu président de l'IEC en janvier 2020). **Clairement, Pékin a conscience qu'imposer ses normes techniques au reste du monde assure la maîtrise des technologies clés qui en dépendent.**

A l'opposé, les États-Unis dénoncent les organisations multilatérales *via* un désengagement budgétaire ou un désengagement total, dans la droite ligne des analyses de Paul Kennedy à propos de l'« imperial overstretch », syndrome des grandes puissances que le contrôle économique et militaire de leurs espaces stratégiques épuise financièrement. Début septembre, l'administration américaine a ainsi fait savoir qu'elle ne verserait pas la dernière contribution financière due à l'Organisation mondiale de la santé, en amont d'un retrait de l'Institution annoncé en juillet dernier. Le président Trump a laissé sous-entendre qu'il pourrait quitter l'Organisation mondiale du commerce après la décision rendue par le panel de l'OMC le 15 septembre, qui a estimé que les États-Unis avaient enfreint les règles du commerce international en imposant des droits de douane sur plus de 200 milliards de dollars de produits chinois en 2018. La Chine n'a pas manqué de réagir en rappelant son engagement à l'égard du système commercial multilatéral. C'est une victoire pour elle.

Mais la stratégie américaine est complexe : la dénonciation des structures multilatérales de coopération s'accompagne d'une véritable politique de contre-influence. Le 12 septembre, Mauricio Claver-Carone, candidat américain a ainsi été investi à la tête de la Banque interaméricaine de développement (BID), et il s'agit d'une véritable poussée antichinoise de la part des Américains. Le nouveau président de la BID souhaite ainsi contrer l'influence chinoise en Amérique latine, et il a exprimé la volonté que la BID supplante la Chine et devienne le premier prêteur de la région. Les États-Unis ont également manifesté leur intérêt pour la direction de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Quant à l'ONU, les États-Unis et la Chine se livrent à une guerre des mots mais le choix du vocabulaire aux Nations unies est stratégique, les conventions et traités étant interprétés différemment selon les mots choisis. Et de cette interprétation dépend l'allocation des financements. Les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon, l'Inde, le Canada et l'Australie – tous alliés des États-Unis – ont rejeté la phrase « *our vision for a common future* » qui figurait dans la déclaration marquant le 75^e anniversaire des Nations unies, votée en Assemblée générale en juillet, au titre qu'elle reprenait la rhétorique chinoise. ■

✓ **Notre opinion** – Le débat sur le multilatéralisme est un énorme sujet qui va nous occuper longtemps, l'un des plus importants des prochaines années, car il renvoie à la forme de mondialisation – ou de démondialisation – qui va s'établir. Il traverse en profondeur les élections américaines, puisque l'on sait déjà que la posture de Biden ou de Trump sera très différente sur ce sujet – alors qu'elle le sera sans doute beaucoup moins sur des enjeux stratégiques à long terme.

D'une certaine façon, ce débat fait écho, en termes institutionnels, à la question des chaînes de valeur en termes économiques : comment peut et va s'organiser un nouvel équilibre de puissance, en conservant certains héritages et indépendances incontournables de la phase d'hyper-mondialisation, tout en respectant les nouveaux impératifs de souveraineté stratégique... La bataille pour les postes dans les grandes institutions est donc une sorte d'affrontement pied à pied « sur le terrain » mais elle est très importante : c'est à la fois une bataille de *soft power*, un enjeu d'alliance, mais aussi une question stratégique essentielle pour les années à venir dans la construction normative du monde.

Article publié le 25 septembre 2020 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
25/09/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
23/09/2020	<u>L'agriculture urbaine : mirage ou réalité ?</u>	Agriculture
21/09/2020	<u>Commission européenne : enfin prête à agir</u>	Europe
18/09/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde, géopolitique
17/09/2020	<u>Quelles évolutions sur les marchés du travail des pays d'Amérique latine ?</u>	Amérique latine
16/09/2020	<u>Un moment stratégique pour les États-Unis</u>	Géopolitique
14/09/2020	<u>BCE : acheter du temps, mais pour quoi faire ?</u>	Zone euro
11/09/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
10/09/2020	<u>Zone euro – Conjoncture : flash – agrégats du PIB au T2 2020</u>	Zone euro
09/09/2020	<u>Alors que la reprise s'essouffle légèrement en France, la relance se dessine</u>	France
09/09/2020	<u>Italie : une rentrée politique mouvementée ?</u>	Italie, politique
09/09/2020	<u>Russie – Croissance et politique</u>	Russie
08/09/2020	<u>BCE : quand on reparle de déflation</u>	Zone euro
04/09/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
31/08/2020	<u>Allemagne – Conjoncture : PIB au T2-2020</u>	Allemagne
19/08/2020	<u>Zone euro – Conjoncture : flash PIB au T2 2020</u>	Zone euro

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication et rédacteur en chef : Isabelle Job-Bazille**Documentation :** Dominique Petit - **Statistiques :** Robin Mourier**Secrétariat de rédaction :** Véronique ChampionContact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr**Consultez et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet :** <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>**iPad :** application **Etudes ECO** disponible sur l'App store**Android :** application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.